

**PREFECTURE  
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

-----  
Bureau des Procédures Environnementales et  
Foncières  
-----

-  
Installation classée pour la protection de  
l'environnement

**ARRÊTÉ**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**ARRÊTÉ DIDD – 2018 n° 333 du 11 DEC. 2018** portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société Co-propriété Nid de Pie (CNP) à Angers  
Usine de conditionnement et de stockage de produits finis combustibles**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et en particulier :

- **l'article 20**, relatif à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre,
- **l'article 21 alinéa 1** relatif à la vérification complète initiale par un organisme compétent, distinct de l'installateur,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier les points 15 alinéa 5, annexe II, relatif à la protection foudre et 21, annexe II, relatif aux consignes ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2006-n° 157 du 27 mars 2006, délivré à la société CO-PROPRIÉTÉ NID DE PIE, pour l'exploitation d'une unité de conditionnement et de stockage de produits secs pour la grande distribution, située 34, rue du Nid de Pie –

49000 ANGERS;

VU les articles suivants des arrêtés précités :

- **article 5.1 alinéas 2 à 6 du 27 mars 2006** relatif au comportement au feu des éléments de protection du restaurant interentreprises,
- **articles 5.3.1 et 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** relatifs aux règles de compartimentage des locaux (parois séparatives et rideaux d'eau),
- **article 8 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** relatif à la protection contre le risque foudre,
- **article 9 alinéa 10 de l'arrêté préfectoral 27 mars 2006** relatif à la disponibilité du réseau incendie,
- **article 9 alinéa 13 de l'arrêté préfectoral 27 mars 2006** relatif à la vérification périodique et l'entretien des matériels de sécurité et de secours,
- **article 10.2 de l'arrêté préfectoral 27 mars 2006** relatif aux consignes de sécurité,
- **article 16 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** relatif à l'atelier de charge d'accumulateurs,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 novembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant au courrier de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 16 novembre 2018 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 4 octobre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de **l'article 8 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006, du point 15 alinéa 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et des articles 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié** et, en particulier, de la réalisation effective des travaux suite à l'étude technique foudre du 16 juillet 2010 et d'une vérification initiale par un organisme compétent,
- il a été constaté la dégradation des dispositions constructives fixées à **l'article 5.1 alinéas 2 à 6 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** pour réduire les zones d'effets thermiques et protéger le restaurant inter-entreprises :
  - dégradation du flocage d'euro-classe REI 120 à l'Est de la façade Nord du trans-stockeur,
  - dégradation du flocage d'euro-classe REI 120 à l'Est de la façade Nord du bâtiment 5/7,
  - dégradation du flocage d'euro-classe REI 120 des poteaux et poutres

métalliques des travées du bâtiment floqué.

Cette détérioration du flocage est de nature à remettre en cause l'efficacité de la protection mise en place.

- il a été constaté la dégradation des dispositions constructives fixées à **l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** visant à limiter le risque de propagation d'un incendie entre les bâtiments :
  - la détérioration du mur séparatif entre le silo du trans-stockeur et le bâtiment 7,
  - la détérioration du mur séparatif côté Est du bâtiment 7.

Cette détérioration des murs séparatifs est de nature à remettre en cause l'efficacité de la protection mise en place.

- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs attestant du comportement au feu des dispositions constructives relatives à la protection du restaurant inter-entreprises et aux compartimentages des locaux, et, donc de justifier du respect des dispositions des **articles 5.1 alinéa 2 à 6 et 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006**
- les dispositions de **l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** ne sont pas respectées. Le rapport de contrôle des installations d'extinction automatique établi par UXELLO, en date du 17 mai 2018, indique que les rideaux d'eau du stockage grande hauteur, en façades Sud et Est, ont été mis à l'arrêt et démontés en 2013.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de **l'article 9 alinéa 10 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** et en particulier :
  - absence de justification de la disponibilité effective des débits d'eau requis pour la défense contre l'incendie,
  - le rapport de contrôle annuel des poteaux incendie privés établi par EUROFEU SERVICES en date du 8 novembre 2017 fait état d'un poteau incendie défectueux.
- l'exploitant n'a pas été en mesure du respect des dispositions de **l'article 9 alinéa 13 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007**. Il a été noté des lacunes dans le suivi et l'entretien des matériels de sécurité et de secours et en particulier :
  - absence de contrôle périodique des portes coupe-feu,
  - absence de justification du contrôle périodique de la centrale d'alarme de sécurité incendie, des cuves sprinkler, des groupes motopompes, de la détection de gaz (chaufferie),
  - absence de justification d'une installation d'extinction automatique en bon état de fonctionnement (non-conformités relevées par l'organisme de contrôle UXELLO susceptibles de mettre en échec l'installation),
  - aucune justification de la prise en compte de l'ensemble des observations émises par les organismes de contrôle extérieurs (sprinklage, robinets d'incendie armés, poteaux incendie privés, etc.).

- les dispositions de **l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006** relative au local de charge d'accumulateur ne sont pas respectées. En particulier, il a été constaté :
  - la présence de plusieurs postes de charge d'accumulateurs en dehors des locaux de charge dédiés et à proximité des zones de stockage (trans-stockeurs, bâtiment 7, etc.),
  - l'absence de contrôle périodique permettant de s'assurer du bon fonctionnement de la détection d'hydrogène (mise en service en 2012 et premier contrôle en 2018),
  - un contrôle réalisé en 2018 par AG2S mettant en évidence la nécessité de remplacer les détecteurs d'hydrogène,
  - aucune justification de la prise en compte des observations émises par l'organisme de contrôle,
  - l'absence de ventilation mécanique forcée, asservie au fonctionnement des chargeurs et adaptée au nombre de batteries, équipant le local de charge.
- les dispositions de **l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017** ne sont pas respectées. Les consignes de sécurité ne sont pas formalisées.

**Considérant** que les constats susvisés constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 modifié,
- des articles 5.1 alinéa 2 à 6, 5.3.1, 5.3.2, 8 alinéa 4, 9 alinéas 10 et 13, 10.2 et 16 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006,
- du point 15 alinéa 5 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CO-PROPRIETE NID DE PIE (CNP) de respecter les prescriptions suivantes :

- des articles 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 modifié,
- des articles 5.1 alinéa 2 à 6, 5.3.1, 5.3.2, 8 alinéa 4, 9 alinéas 10 et 13, 10.2 et 16 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006,
- du point 15 alinéa 5 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017,

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire,

## ARRETE

**Article 1** – La société CO-PROPRIETE NID DE PIE (CNP), exploitant une unité de conditionnement et de stockage de produits secs pour la grande distribution, située 34, rue du Nid de Pie - 49000 ANGERS, est mise en demeure de respecter **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2007 :

- **article 5.1. alinéas 2 à 6** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :
  - en prenant les mesures correctives nécessaires pour assurer la protection du restaurant inter-entreprises,
  - en apportant les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité,
  - en apportant les justificatifs attestant du comportement au feu de la protection du restaurant inter-entreprises (flocage d'euro classe REI 120).
- **articles 5.3.1. et 5.3.2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :
  - en prenant les mesures correctives nécessaires pour assurer le compartimentage des bâtiments et limiter le risque de propagation d'un incendie,
  - en apportant les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité,
  - en apportant les justificatifs attestant du comportement au feu des dispositions constructives des bâtiments.
- **article 9 alinéa 10** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :
  - en apportant la justification de la disponibilité effective des débits d'eau requis pour la défense externe contre l'incendie (poteaux incendie),
- **article 9 alinéa 13** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :
  - en procédant au contrôle des équipements de sécurité et de secours (détection gaz, portes coupe-feu, centrale d'alarme de sécurité incendie, groupes motopompes, cuves sprinkler) et en adressant les résultats de ces contrôles,
  - en adressant l'ensemble des éléments justificatifs attestant de la conformité et du bon état des équipements de sécurité et de secours.
- **article 16** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 :
  - en supprimant la recharge des batteries en dehors du local de charge,
  - en prenant les mesures correctives nécessaires pour assurer de la conformité du

local de charge,

- en apportant les éléments justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité et du bon état des équipements de sécurité équipant le local de charge (ventilation, détection hydrogène, détection incendie, porte coupe-feu).

**Article 2** - La société CO-PROPRIETE NID DE PIE (CNP), exploitant une unité de conditionnement et de stockage de produits secs pour la grande distribution, située 34, rue du Nid de Pie - 49000 ANGERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- en établissant les consignes telles que définies à ces articles,
- en les affichant dans les lieux fréquentés par le personnel.

**Article 3** - La société CO-PROPRIETE NID DE PIE (CNP), exploitant une unité de conditionnement et de stockage de produits secs pour la grande distribution, située 34, rue du Nid de Pie - 49000 ANGERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006, du point 15 alinéa 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et des articles 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- en procédant à l'installation des dispositifs de protection contre le risque foudre et la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre,
- en procédant à la réalisation d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur,
- en apportant les justificatifs attestant de la conformité aux normes en vigueur des dispositifs de protection contre les effets de la foudre.

**Article 4** - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 à 3.

**Article 5** - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 6** - En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif

de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

#### **Article 7 -**

Le présent arrêté sera notifié à la société CO-PROPRIETE Nid de Pie (CNP). Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'ANGERS et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'ANGERS et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est consultable à la préfecture et à la mairie d'ANGERS.

Il sera publié sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

#### **Article 8**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Maire d'ANGERS et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la Société CO-PROPRIETE Nid de Pie.

Fait à Angers, le 11 DEC. 2018

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général de la préfecture



Pascal GAUCI



